

Programme d'aide financière à l'investissement

PARAMÈTRES ET MODALITÉS

(En cas de divergence, la version des arrêtés ministériels publiée dans la *Gazette officielle du Québec* est celle qui doit être considérée.)

<p>Description</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Programme d'aide financière à l'investissement est une mesure visant à favoriser les investissements des entreprises facturées au tarif industriel de grande puissance (tarif « L »). • L'aide appliquée sous forme de réduction des coûts d'électricité permettra un remboursement pouvant atteindre 50 % des coûts admissibles, soit : <ul style="list-style-type: none"> — 40 % des coûts admissibles capitalisés; — 10 % additionnels pour une réduction de 20 % de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES). • La réduction maximale de la facture d'électricité est de 20 %, pour une durée maximale de : <ul style="list-style-type: none"> — quatre ans; ou — huit ans si des coûts admissibles capitalisés d'au moins 250 millions de dollars ont fait l'objet d'un rapport audité; ou — quatre ans répartis sur une période maximale de six ans si l'entreprise responsable du projet a démontré avec succès auprès du ministère des Finances, avant le 1^{er} janvier 2023, que la réalisation a subi les contrecoups de la crise sanitaire.
<p>Projets d'investissement visés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La mesure vise les projets d'investissement permettant : <ul style="list-style-type: none"> — la conversion des processus de production, afin d'adapter des produits existants aux demandes du marché; — l'amélioration de la productivité ou de l'efficacité énergétique par la modernisation des procédés de fonctionnement; — l'accroissement de la production, afin d'adapter l'offre aux demandes du marché; ou — le démarrage d'une nouvelle production.

<p style="text-align: center;">Échéancier</p>	<p>Période d'adhésion pour déposer une demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du 30 septembre 2016 au 31 décembre 2023. <p>Période de réalisation des investissements admissibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du 18 mars 2016 au 31 décembre 2025. <p>Période d'application du rabais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2032. <p>Date limite pour transmettre un rapport audité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le 31 décembre 2026.
<p style="text-align: center;">Admissibilité</p>	<p>Dépôt de la demande</p> <ul style="list-style-type: none"> • La demande d'admissibilité concernant un projet qui est en cours de réalisation doit être transmise au plus tard le dernier jour de l'année civile au cours de laquelle le projet a débuté. <p>Projets d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour être admissibles, les projets d'investissement doivent être réalisés au Québec dans des entreprises facturées au tarif « L ». • Les entreprises doivent démontrer, pour chacun de leurs projets : <ul style="list-style-type: none"> — la faisabilité technique et financière; — le potentiel économique en matière d'amélioration de la productivité ou d'accroissement de la production; — le potentiel de réduction de l'intensité des émissions de GES, le cas échéant. • Une demande d'admissibilité soumise par une entreprise peut combiner plusieurs projets d'investissement. • Le total des investissements prévus dans la demande doit atteindre le seuil minimal d'investissement. <p>Nombre de demandes d'admissibilité par entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises ne sont sujettes à aucune restriction quant au nombre de demandes d'admissibilité, mais chaque demande doit intégrer des projets qui : <ul style="list-style-type: none"> — contiennent des dépenses d'investissement admissibles; — seront réalisés dans des établissements du consommateur ou du groupe, ou dans des établissements où ont lieu les étapes de la production principale des entreprises; — permettront de respecter le seuil minimal d'investissement.

<p>Admissibilité (suite)</p>	<p>Nouvelles entreprises ou nouveaux établissements</p> <ul style="list-style-type: none"> Afin de pouvoir bénéficier de cette mesure, les nouvelles entreprises ou les nouveaux établissements doivent avoir conclu avec Hydro-Québec, avant le 1^{er} janvier 2024, une demande d'alimentation pour être facturés au tarif « L ».
<p>Règles de cumul de l'aide financière du gouvernement</p>	<ul style="list-style-type: none"> Cette réduction des coûts d'électricité est accordée indépendamment des autres formes d'aide du gouvernement. Cependant, le rabais ne s'applique pas aux options liées aux tarifs de grande puissance d'Hydro-Québec dans ses activités de distribution d'électricité, notamment le tarif de développement économique. De plus, il ne s'applique à aucun établissement bénéficiant d'un contrat spécial.
<p>Dépenses d'investissement admissibles</p>	<p>Dépenses d'investissement admissibles</p> <ul style="list-style-type: none"> Les coûts admissibles sont les sommes engagées à compter du 1^{er} janvier de l'année où la demande a été reçue¹ qui donnent lieu à un amortissement fiscal et qui sont capitalisées avant le 1^{er} janvier 2026. <p>Dépenses non admissibles</p> <ul style="list-style-type: none"> Fonds de prévoyance Maintien d'actifs (dépenses courantes) Rapports de vérification des investissements réalisés Rapports de vérification de la réduction de l'intensité des émissions de GES Achat de terrains
<p>Recouvrement</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement pourra recouvrer les sommes payées en trop advenant le non-respect des conditions d'admissibilité. Lorsqu'une aide financière révisée ou révoquée doit être recouvrée en tout ou en partie, le ministre transmet à l'entreprise visée un avis de recouvrement exigeant le paiement par chèque ou par virement bancaire de la somme due dans les 60 jours, ou prévoyant la compensation de cette somme sur tout montant payable à l'entreprise par le ministre. <ul style="list-style-type: none"> Dans certaines circonstances, le ministre peut convenir d'une entente de remboursement applicable sur une période n'excédant pas celle pendant laquelle l'aide financière a été accordée.

¹ Ce paramètre est applicable aux demandes reçues après le 31 décembre 2018. Pour les demandes reçues avant le 1^{er} janvier 2019, les sommes doivent avoir été engagées après le 17 mars 2016.

Application

- La période d'application du rabais débute le 1^{er} janvier 2017 et prend fin le 31 décembre 2032.
- Le rabais est exigible à compter de la date de la facturation transmise le mois suivant la validation d'un rapport audité sur les coûts capitalisés, après la confirmation de l'admissibilité du projet.
 - Par exemple, une entreprise déposant un rapport audité en septembre recevra le rabais sur sa facture de novembre, qui couvre sa consommation d'octobre.
- Par la suite, les autres rapports audités pourront être soumis lorsque l'entreprise le jugera opportun, et ce, au plus tard le 31 décembre 2026.
 - Toutefois, pour bénéficier de la période d'application de 96 mois, l'entreprise doit transmettre, avant l'expiration de la période initiale de 48 mois et au plus tard le 31 décembre 2026, un rapport audité dont les coûts capitalisés admissibles atteignent 250 millions de dollars. À défaut de cette transmission, le versement de l'aide financière est suspendu à compter du 49^e mois jusqu'à ce que des coûts admissibles capitalisés d'au moins 250 millions de dollars aient fait l'objet d'un tel rapport. Une telle suspension n'a pas pour effet d'interrompre la période d'exigibilité de l'aide financière.
- Si une entreprise ne désire pas que le rabais entre en vigueur à sa date d'exigibilité, il est de sa responsabilité d'indiquer la date d'entrée en vigueur du rabais lors de la transmission d'un rapport audité.
- Le montant de la réduction des coûts d'électricité sera calculé sur la base des investissements réalisés. Le versement sera effectué sans interruption.
- La réduction sera appliquée à la composante correspondant au tarif « L » sur la facture d'électricité.
 - Les autres options tarifaires associées au niveau de consommation, notamment l'électricité interruptible et l'électricité additionnelle, ne seront pas considérées.

Bonification pour la réduction de l'intensité des émissions de GES

- La bonification pour la réduction de l'intensité des émissions de GES sera accordée dans le cas de projets d'investissement qui permettent une réduction permanente de l'intensité des émissions de GES.
 - Cette bonification sera équivalente à un maximum de 10 % du montant des investissements admissibles réalisés pour une réduction de 20 % de l'intensité des émissions de GES.
 - Elle sera allouée aux entreprises au prorata de la réduction de l'intensité des émissions de GES atteinte pour le projet réalisé.
- La bonification sera appliquée une fois la réduction de l'intensité des émissions de ces gaz constatée.

<p>Application (suite)</p>	<p>Réduction maximale de la facture d'électricité</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réduction maximale correspondra à 20 % de la facture d'électricité d'un établissement. • Si le montant du remboursement admissible pour une année excède la réduction maximale de 20 %, l'excédent pourra être reporté aux années subséquentes. • L'entreprise pourra choisir l'établissement où sera appliquée la réduction. • Hydro-Québec détermine les établissements où appliquer la dernière portion de l'aide financière, à moins d'un avis contraire de l'entreprise.
<p>Seuil d'investissement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le seuil d'investissement correspond au moindre entre : <ul style="list-style-type: none"> — 40 % du coût annuel d'électricité de l'ensemble des établissements de l'entreprise facturée au tarif « L »; et — 40 millions de dollars. • La détermination du seuil d'investissement sera basée sur les factures des 12 derniers mois précédant la demande ou sur le coût estimé par Hydro-Québec pour tout nouveau client abonné depuis moins de 12 mois. <ul style="list-style-type: none"> — L'ensemble des établissements de l'entreprise facturée au tarif « L » seront pris en compte. • Les entreprises devront transmettre au ministère des Finances, au plus tard le 31 décembre 2026, des rapports audités sur les coûts capitalisés des projets ayant fait l'objet d'une même attestation d'admissibilité qui atteignent minimalement le seuil d'investissement.
<p>Vérification des investissements</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises devront faire parvenir, selon l'échéancier, un rapport audité sur les coûts capitalisés démontrant la réalisation des investissements prévus dans leur plan d'investissement.
<p>Vérification des émissions de gaz à effet de serre</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pour être admissible à la bonification, l'entreprise devra déclarer les émissions de GES avant et après la réalisation du projet. <ul style="list-style-type: none"> — Les réductions de l'intensité des émissions associées au projet d'investissement devront être vérifiées par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs. • Les émissions de GES seront calculées sur la base des méthodes définies dans le Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère. • Les modalités relatives aux déclarations d'émissions de GES peuvent prévoir que les renseignements fournis par l'entreprise doivent être attestés par un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, ou que l'entreprise doit consentir à la vérification des renseignements sur les lieux de l'établissement.

<p>Cessibilité</p>	<ul style="list-style-type: none">• Lors de la cession complète d'une entreprise, l'entreprise cessionnaire n'acquiert les droits et n'assume les obligations de l'entreprise cédante à l'égard du présent programme qu'à compter du moment où elle présente au ministre :<ul style="list-style-type: none">— une preuve de l'acquisition;— une preuve du maintien du plan d'investissement;— le nom du nouveau représentant autorisé pour le demandeur;— la preuve que ce représentant est autorisé à présenter la demande.• Lors de la cession partielle d'une entreprise :<ul style="list-style-type: none">— la partie cédante doit faire amender ses demandes afin de retirer les projets non réalisés au moment de la cession dans les établissements cédés et, le cas échéant, faire réévaluer son seuil d'investissement;— l'acquéreur de la nouvelle entité peut déposer les projets répondant aux critères d'admissibilité dans une nouvelle demande.
---------------------------	--